

LE PUBLICISTE.

QUINTIDI 5 Brumaire, an IX.



ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

De Philadelphie, le 8 août (20 thermidor).

Notre situation est toujours la même. La translation du siège du gouvernement dans la ville fédérale fera tort à la nôtre; mais l'activité que prend ici l'industrie & le commerce réparera cette perte. On vient d'annoncer la vente à l'enchère des bâtimens divers qui étoient occupés par le gouvernement & les différentes parties de l'administration.

Tout est en mouvement ici, comme dans tous les autres fédérés, pour l'élection générale du président & des membres du congrès. Il paroît que le parti qui s'appelle *républicain*, on ne sait pourquoi, puisque toute la nation est *républicaine*, a repris quelque avantage sur celui qu'on nomme *fédéraliste*. Celui-ci travaille à faire réélire John Adams à la présidence; l'autre y porte *Jefferson*, qui l'a déjà manquée deux fois. Il paroît avoir plus de chances pour l'obtenir cette fois-ci. Il y a un troisième parti en faveur de Ch. Pinckney; mais il n'y a pas d'apparence qu'il puisse lutter avec succès contre les deux autres. Au milieu de cette division de partis, plus échauffés qu'on ne l'a encore vu dans les précédentes élections, les patriotes sages & modérés éprouvent une grande consolation, c'est de voir que quelque choix qu'on fasse entre les concurrens actuels, on aura pour chefs du gouvernement des hommes probes, éclairés, liés à la cause de la liberté par la part active & glorieuse qu'ils ont prise à l'affranchissement de leur patrie.

ESPAGNE.

De Séville, le 7 octobre (15 vendémiaire).

La flotte de l'amiral Keith a mouillé quelques jours entre le Tetuan & Genta. Le 11, elle a levé l'ancre & s'est portée en ordre de bataille entre Cadix & Saint-Pietri. Le 12, elle est entrée dans la baie de Cadix jusqu'à la pointe de Rotta.

Cette flotte est composée de 14 vaisseaux, 18 frégates & 50 transports. On juge qu'elle peut porter 18,000 hommes.

Le 13 & le 14, la flotte a tenu la même position & paroît se préparer à un débarquement entre Rotta & le port Saint-Marc.

Les Espagnols sont prêts, leurs troupes sont en mouvement, & tout est dans la plus grande activité. Le gouverneur ne dort pas & fait toutes ses dispositions. Le fort Saint-Sébastien est confié à un homme expérimenté.

Les Anglais ont envoyé deux parlementaires pour demander de l'argent & les vaisseaux mouillés dans la baie; ils n'auront point d'argent, point de vaisseaux, & ils ne débarqueront pas plus qu'ils ne l'ont fait à Livourne, à Belle-Isle, &c; & s'ils débarquent, on les recevra comme Bernadotte les a reçus cette année à Quiberon, ou comme Brunet les a reçus l'année dernière en Batavie.

Le ministre anglais paroît avoir adopté une nouvelle

tactique de guerre continentale. Ses armées embarquées sont par-tout, hormis où elles pourroient être utiles à son allié. Il menace à-la-fois de faire diversion en débarquant en Batavie, en Bretagne, en Provence, en Espagne, & par-là il ne donne aucune inquiétude.

Du reste, s'il a voulu accoutumer son armée de terre à la mer, il a bien réussi; car depuis un an ces malheureux fantassins, entassés sur des bâtimens, convoient & courent des bordées dans l'Océan & dans la Méditerranée; cela peut s'appeler l'art de jeter son argent à la mer & de manger quatorze cents millions noblement.

RUSSE.

De Pétersbourg, le 30 septembre (8 vendémiaire).

L'empereur a ordonné qu'il seroit rassemblé une armée près Witebcak (sur l'ancienne frontière de la Lithuanie), sous les ordres du comte Soltikoff. Elle sera composée de huit régimens de cavalerie, de dix-huit régimens d'infanterie, de huit bataillons de grenadiers, & de 108 bouches à feu. La garde de l'empereur, ainsi que celle des grands ducs Alexandre & Constantin, seront au nombre de ces régimens. Dans le cas où cette armée marcheroit, les régimens de garnison qui doivent venir à Pétersbourg sont déjà désignés. D'autres bataillons ont reçu ordre de se rendre à l'armée de Lithuanie.

ALLEMAGNE.

De Stutgard, le 19 octobre (27 vendémiaire).

Voici le texte de l'arrêté du général Moreau, dont nous avons parlé hier :

ARMÉE DU RHIN.

Au quartier-général d'Augsbourg,
le 21 vendémiaire an 9.

Le général en chef, vu que la démolition des fortifications des places d'Ulm, d'Ingolstadt & de Philipsbourg importe à l'armée, tant sous les rapports de leur désarmement & non-approvisionnement actuel, que sous celui des avantages que l'ennemi pourroit en retirer en cas de succès;

Considérant que la conservation de ces places ne paroît pas pouvoir entrer dans un plan d'opérations quelconques de l'armée, considérées comme défensives ou autrement, & que le délai indiqué pour un terme de suspension d'armes pourroit amener une reprise des hostilités trop prochaine pour que la prudence permette d'attendre une décision du gouvernement sur la destruction des places dont il s'agit; arrête:

Art. I^{er}. Il sera immédiatement & simultanément procédé à la destruction des fortifications de Philipsbourg, Ingolstadt & Ulm, avec les forts qui en dépendent.

II. Les ouvrages en terre seront effaés, & les parties revêtues de fortifications, particulièrement les saillans & bastions, renversés par le feu des mines & ouverts.

III. Les places ci-dessus, & principalement celle de Philipsbourg, seront mises, autant que possible, hors d'état d'être reconstruites comme places de guerre, si ce n'est à grands frais, soit par l'effet des mines ou celui des eaux, en ayant égard néanmoins à ce que les habitations particulières ne soient pas endommagées.

IV. Dans les places d'Ulm & d'Ingolstadt, on se bornera jusqu'à nouvel ordre à préparer les mines prêtes à faire leur effet.

V. Le général commandant l'artillerie fera fournir la quantité de poudre nécessaire pour les opérations ci-dessus.

VI. Le lieutenant-général Saint-Suzanne est chargé de faire accélérer l'arrêté ci-dessus pour Philipsbourg; le lieutenant-général Grenier pour Ingolstadt; & le lieutenant-général Richepanse, ou celui qui le remplace momentanément, pour Ulm.

VII. Le commandant du génie à l'armée prendra, en ce qui le concerne, toutes les mesures pour l'exécution du présent arrêté.

Signé, MOREAU.

En conséquence de l'arrêté ci-dessus, 4000 paysans ont été mis en réquisition pour démolir les fortifications d'Ulm. Ils ont dû commencer hier.

On mande de Prague que M. le comte de Colloredo arriva le 10 dans cette ville & en partit le 15 pour retourner à Vienne.

ANGLETERRE.

De Londres, le 17 octobre (25 vendémiaire).

Adresse & pétition présentées au roi par le lord-maire, &c. au nom de la cité de Londres.

« Très-gracieux souverain, nous, les très-soumis & fideles sujets de votre majesté, les lord-maire, aldermen, & membres de la commune de Londres, assemblés en conseil général, approchons de votre trône humblement & courtoisement, pour représenter que chaque classe des sujets de votre majesté, & plus spécialement celle du pauvre laborieux & industrieux, éprouvent dans ce moment une extrême détresse, occasionnée par le prix excessif du pain & des autres articles nécessaires à la vie.

« Dans ces circonstances si alarmantes, votre majesté peut demeurer assurée que vos fideles citoyens de Londres, constans dans leur attachement à la personne & au gouvernement de votre majesté, & dans leur confiance en cette heureuse constitution sous laquelle nous vivons, ont déjourné & continueront à déjouer toute entreprise tendante à exciter des troubles que rien, non-seulement ne sauroit justifier, mais qui ne feroient qu'accroître & prolonger la calamité présente; qu'ils encourageront de tous les efforts de leur zèle, & par leur exemple, l'obéissance générale & passive aux loix, s'en remettant uniquement à la législature, assistée de la divine Providence, du soin de soulager leurs maux, & espérant en même tems des sentimens paternels de votre majesté pour votre peuple, qu'elle concourra de tout son pouvoir à opérer cette fin.

« Nous supplions donc très-humblement votre majesté de vouloir bien convoquer, le plutôt possible, votre parlement; à l'effet par lui de prendre les mesures que sa sagesse lui suggérera, comme les plus propres à terminer les souffrances, & à pourvoir aux besoins de votre peuple, & par-là, à lui conserver la possession des biens dont il a joui long-tems sous le gouvernement gracieux & doux de votre majesté ».

Le lord-maire a exposé au comité des subsistances, qu'après

les troubles qui avoient eu lieu un mois auparavant, il étoit assez naturel d'être alarmé au plus léger symptôme de désordres; que depuis le moment où il avoit présidé la dernière assemblée, il n'avoit rien appris qui pût lui causer de l'inquiétude, qu'il se seroit abstenu d'entretenir l'assemblée d'un sujet aussi triste, si une agitation considérable ne s'étoit manifestée la veille dans la cité. Plusieurs officiers de police de son voisinage avoient donné ordre aux corporations militaires d'assister l'autorité civile. Ils avoient été déterminés à cette mesure par un avis que leur avoit fait parvenir le secrétaire-d'état, qui les prévenoit que des troubles étoient sur le point d'éclater. Le lord-maire fit observer à l'assemblée que cet avis adressé aux officiers de police ne lui avoit pas été envoyé.

De nouveaux troubles ont éclaté, il y a quelques jours, à Oxford. Les séditieux parcouroient les principales rues, en se livrant à tous les excès de la révolte, brisant les lanternes & les fenêtres des maisons de différens particuliers. Un des membres les plus respectables de l'université, le révérend docteur Cooke fut atteint d'une pierre à la tête. Le maire, accompagné de MM. Weston & Parsons, magistrats de cette ville, & suivi d'un nombre considérable de citoyens, se transporta, à la première nouvelle du tumulte, sur le lieu de la scène; on parvint, à force d'exhortations, à apaiser les esprits. Deux des plus mutins ont été arrêtés & conduits en prison. Le lendemain, la communauté a offert une récompense de vingt guinées à quiconque arrêteroit quelques chefs de la sédition.

L'empereur de Russie a rendu un ukase, qui ordonne l'établissement d'une colonie de dix mille hommes dans la Sibirie, vers les frontières de la Chine. Elle doit être composée de soldats licenciés & de personnes condamnées au bannissement. Le gouvernement s'engage à bâtir d'abord deux mille maisons, & à fournir tous les grains nécessaires pour 18 mois. Chaque colon sera exempt de taxe pendant dix ans. Un des objets avoués de cet établissement est d'augmenter les communications commerciales entre la Russie & la Chine.

REPUBLIQUE BATAVE.

De la Haye, le 20 octobre (28 vendémiaire).

L'ex-général Miranda est arrivé aujourd'hui dans cette ville: il va se rendre à Paris.

Des chaloupes canonnières se sont emparées, dans l'embouchure de l'Éms, d'un cutter anglais de 18 pieces: le combat a été très-vif; les équipages bataves sont montés à l'abordage.

Un armateur français a pris à la même hauteur un bâtiment de guerre anglais de 10 pieces. Les prisonniers de ces deux vaisseaux se montent à 55 hommes, qu'on a conduits à Harlingen.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

De Bruxelles, le 2 brumaire.

Avant-hier, il est passé par cette ville un courrier prussien venant de Berlin & se rendant en toute diligence à Paris. Ce courrier est, dit-on, chargé de dépeches extrêmement importantes; au moins c'est ce qu'il a dit lui-même à la poste, en changeant de chevaux.

L'arrêté des consuls qui ordonne la radiation des listes d'émigrés de tous ceux rayés provisoirement par les administrations centrales de département, est sur-tout extrêmement avantageux pour celui de la Dyle. Pendant les six mois qui ont précédé la mémorable & funeste journée du 18 fructidor, l'administration, qui étoit en fonction à cette

époque, comprenait ce nom ci-devant. Ce fut pour des arrivées sensationnelles.

Le général à Lunéville a été reçu par le lord-maire & M. le français henlind grande d'une p. S. M. I. ment M. froidement avec de

— L. du 2, liere aff. Le cito prétend de gagr lilité, & Lagard & en a plaigua objets

Le c été plu clarté l de Bar de deu parties tribuna au 4 b

— D pendu proclia blissement

— E recon & un se rend ment les car corvet

— leurs e des né d'Han gniqu beau

— I

époque, avoit pris 86 arrêtés de radiation, dont la plupart comprenoient plusieurs personnes de la même famille : de ce nombre se trouvoient le ci-devant duc d'Artemberg, le ci-devant prince de Ligne, ainsi que beaucoup d'autres. Ce fut même une des raisons alléguées par le directoire pour destituer cette administration. Cette heureuse nouvelle arrivée hier en cette ville, y a produit la plus agréable sensation.

De Paris, le 4 brumaire.

Le général Clarke annonce que M. de Cobenzel est arrivé à Lunéville, le 2, à quatre heures & demie après-midi. Il a été reçu au bruit de 21 coups de canon.

— Le général Lahorie conversant avec M. de Lehrbach & M. le feld-maréchal Lauer, aux avant-postes de l'armée française, pendant que l'on rédigeoit la convention de Hohenlinden, parloit du peu de dignité qu'il y avoit pour une grande nation de se mettre, pour faire la guerre, à la solde d'une puissance étrangère. Comment, reprit un autrichien, S. M. I. n'est à la solde de personne. — Non ; reprit vivement M. de Lehrbach, c'est un emprunt. — Oni, répliqua froidement le général Lahorie, dont vous payez l'intérêt avec des jambes & des bras.

(Extrait du journal officiel.)

— Le tribunal correctionnel s'est occupé toute la journée du 2, dans ses audiences du matin & du soir, de la singulière affaire de jeu dont nous avons déjà parlé plusieurs fois. Le citoyen Boutroué, l'un des défenseurs de la dupe, a prétendu que celui qui lui a vendu si cherement le secret de gagner au jeu, ne croyoit point lui-même à son infailibilité, & par conséquent, étoit un fripon. Le cit. Chauveau-Lagarde, défenseur du prévenu, a défendu sa bonne-foi, & en a conclu que son client étoit un enthousiaste, & le plaignant un imbécille ; avouant d'ailleurs que les actes, objets du procès, étoient nuls d'eux-mêmes.

Le citoyen Rouillois, commissaire du gouvernement, a été plus sévère ; & après avoir débattu avec beaucoup de clarté les moyens respectifs, il a conclu à la condamnation de Barbaut, le vendeur du secret, à un emprisonnement de deux ans, en une amende de 2,000 fr., réservant aux parties plaignantes la répétition civile de leurs droits. Le tribunal a renvoyé le délibéré & le prononcé du jugement au 4 brumaire, c'est-à-dire à aujourd'hui.

— L'exposition publique des travaux des aveugles, suspendue pendant les vacances, reprendra son cours sextidi prochain, à midi précis, en la salle d'exercices de l'établissement national, rue Saint-Denis, n°. 31.

— Les deux corvettes *le Géographe* & *le Naturaliste* ont rencontré, presque à la sortie du Havre, une frégate anglaise & un cutter. Le capitaine Baudin mit son canot en mer & se rendit à bord de la frégate anglaise, qui envoya également un canot vers *le Géographe*. Les pour-parlers finis, les canots furent respectivement rembarqués, & les deux corvettes françaises firent route au nord-ouest.

— Les honnêtes citoyens de Nancy secondent de tous leurs efforts ceux du préfet, pour l'embellissement du palais des négociations. A Lunéville le citoyen Clermont-Tonnerre d'Hamonville la pria d'accepter, à cette intention, un magnifique lit de parade ; & le citoyen Mayer-Maxe, le plus beau lustre du pays.

— Les maire & adjoints d'Auxonne ont pris le 29 ven-

démiaire, un arrêté, à l'effet d'écrire au premier consul. & de lui exprimer quelle indignation les habitans de cette ville, qui se glorifient de l'avoir vu plusieurs années parmi eux, ont ressentie, en apprenant l'horrible attentat dont il a failli être la victime ; ils ont de plus ordonné, pour le lendemain 30, une fête en réjouissance de ce qu'il a échappé au poignard des assassins.

— Dans la dernière décade de vendémiaire & pendant le tems des vendanges, un violent orage a dévasté les environs de Sens. La grêle étoit si grosse, que pour se garantir de ses meurtrissures, les vendangeurs ne trouverent pas d'autre moyen que de se jeter le visage contre terre.

— Le 17 vendémiaire, un chasse-mariée de Bayonne se rendant à Rochefort, toucha sur la côte d'Ouest de l'île d'Oleron & fut bientôt pleu d'eau. Les gens de l'équipage se sauverent tous, hors un mousse, qui se blessa au moment où le navire toucha. Plus de douze heures après, on entendit ses cris : la mer étoit affreuse ; quatre pêcheurs se jetterent dans un canot, & furent assez heureux pour arriver jusqu'au chasse-mariée, pour en tirer le mousse à demi mort, & pour l'amener à terre au milieu des applaudissemens des témoins d'une si belle action. Ce mousse a dit depuis, qu'il n'avoit jamais été aussi riche que depuis son naufrage.

— La malle de Rouen à Paris fut attaquée & volée par six hommes armés, à une lieue de Vernon, le 30 vendémiaire dernier. Il n'y avoit dans la voiture que trois sacs de gros sous, dont les brigands se sont emparés.

— Le nommé Jean Tardy, de la commune de Saint-Hilaire-la-Palu, condamné à mort comme inceuaire, par le tribunal criminel du département des Deux-Sevres, & dont celui de cassation a confirmé le jugement, l'a subi à Niort le 25 vendémiaires.

— Le 26 du même mois, à huit heures du soir, sept à huit brigands se présentèrent à la porte du citoyen Pradon, receveur de l'enregistrement de Mont-Luçon (l'Allier), & pour se la faire ouvrir prirent un nom connu. Trompée par ce nom, une servante ouvrit : on lui présente un pistolet à la figure, qu'elle écarte vivement avec la main. Elle crie au secours, & les scélérats s'éloignent. Il étoit trop tard pour les poursuivre.

— Le préfet de la Gironde a supprimé, par un arrêté, la partie du couvent, dit *des Orphelines*, qui servoit de maison de réclusion. On peut se rappeler que la France étoit couverte de Bastilles, alors que uce tous côtés on proclamait, tous les jours, les Droits de l'homme & les privilèges de la liberté.

— Une lettre, datée de la Haye, le 27 vendémiaire, & insérée aujourd'hui dans plusieurs journaux, nous apprend la nouvelle extraordinaire, mais peu croyable, de menaçantes déclarations faites par l'empereur de Russie à celui d'Allemagne, si ce dernier ne renonçoit pas entièrement à ses vues ambitieuses. L'inconvenance du style dans lequel on fait parler l'un des deux empereurs, est une garantie que la nouvelle est fautive.

— Les lettres de Stockholm nous apprennent une nouvelle qui doit paroître étrange dans nos climats méridionaux ; c'est que la banque d'état de ce pays reçoit une si grande quantité d'argent, que l'hôtel de la monnaie ne peut plus suffire à sa fabrication.

VARIÉTÉS.

On a beaucoup exalté dans quelques journaux les profits que retire l'Angleterre des diverses branches de commerce qu'elle est parvenue à s'approprier exclusivement pendant cette guerre, dont la prolongation est avec raison attribué aux calculs ambitieux de ses ministres; & quelques politiques qui croient encore à la justesse du vieux adage: *Qui est maître de la mer, est maître de la terre*, ainsi que de cet autre adage: *entre deux puissances en guerre, la victoire reste à celle qui aura le dernier écu*, tirent de ces tableaux mercantiles les conséquences les plus brillantes pour l'Angleterre, & les plus défavorables pour la France. Aussi l'on dirait, en lisant dans les journaux les articles relatifs à des négociations entre les deux états, que c'est l'Angleterre qui doit dicter les conditions de la paix; que la France doit se trouver trop heureuse de l'obtenir.

Le contraire est plus exact & plus vrai, & le gouvernement anglais parait être de cet avis. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler quels efforts & quels sacrifices il fait pour entretenir la guerre continentale; avec quel empressement il consent & sollicite encore d'être compris dans les négociations de paix, aussi-tôt que ses alliés, sont contraints de les entamer; enfin, avec quelle résignation le ministère britannique se soumit, avec les préliminaires de Léoben & le traité de Campo-Formio, au rôle humiliant de demander la paix aux rognés directeurs, dont les dédains auroient dû rebuter un gouvernement aussi enorgueilli de ses victoires navales & de ses riches conquêtes.

Aux yeux même de ceux qui font consister dans les richesses pécuniaires la force d'un état, l'Angleterre ne doit point être dans une situation fort brillante à cet égard. Ce pays on ils supposent que s'est engouti tout le numéraire de l'Europe, est obligé d'envoyer à l'étranger, contre une de ses loix formelles, des sommes énormes pour acquitter les subsides de ses alliés. Personne n'ignore que le gouvernement anglais vend sur le continent, à des prix très-bas, des quantités prodigieuses de marchandises qu'il reçoit comptant d'une partie de ses emprunts publics, & qu'il a dans plusieurs occasions tellement forcée la vente de ces marchandises, en tentant les négocians étrangers par la baisse successive des prix, que c'est à cela qu'on attribue le grand nombre de banqueroutes qui ont eu lieu à Hambourg & ailleurs.

Hé bien, malgré ces ventes forcées, malgré ce monopole qu'exerce l'Angleterre pour les marchandises des deux Indes, il se trouve que, même à présent, dans les circonstances les plus favorables, la balance du commerce n'est pas en faveur de l'Angleterre; & la preuve en est, 1°. dans l'immense quantité d'importations qui ont eu lieu dernièrement dans l'espace de quatre mois, & que l'on a évaluées à 250 millions de francs; dans l'envoi fait en dernier lieu de deux millions de livres sterling à Hambourg, en espèces effectives, pour les subsides de l'Autriche. 2°. Tout le monde sait qu'outre les 18 millions de livres sterling que la banque de Londres a mis dans la circulation en billets de banque; outre une somme équivalente de billets émis par les banques de divers comtés, il existe en Angleterre plus de 400 millions de livres sterling d'autres papiers de diverses origines & de valeurs différentes, qui se négocient journellement sur la place; & que cette immense quantité de papiers, équivalente à plus de moitié de la valeur intrinsèque de toutes les propriétés foncières, mobilières & commerciales de la Grande-Bretagne, perd en ce moment 25 à 30 pour cent. On sait que la banque de Londres, dont la solvabilité a été démontrée en public par des pièces irrécusables, est néanmoins en état de faillite ouverte sous la protection du gouvernement, son directeur, & des deux chambres du parlement. Enfin, on sait que l'état, obligé de payer ses dépenses en papier, au lieu de numéraire, voit, depuis trois ans, la quotité de ses dépenses s'accroître dans la progression la plus effrayante; & que le peuple anglais dépense cette année environ 60 millions de livres sterling, dont un tiers est employé en intérêts de sa dette, & le reste en entretien de ses armées, de ses flottes, en subsides, &c. Croira-t-on, d'après cela, que l'Angleterre regorge de numéraire, comme on affecte de le publier?

Les vastes conquêtes des Anglais dans des pays lointains, dans des climats où ils sont obligés de renouveler sans cesse leurs garnisons, sont ainsi onéreuses aux finances de l'état qu'à sa population. (On n'a qu'à lire le budget de l'Inde.) On ne saurait calculer, avec précision, les pertes qu'éprouve la nation britannique dans les croiseries continuelles de ses escadres, & sur-tout dans les nombreux transports de troupes qu'elle envoie dans toutes les parties du globe; mais à coup sûr elle paie bien cher la gloire de promener héraïquement, dans toutes les mers, ses brillantes escadres

& ses troupes de débarquement. La voilà maintenant obligée de solder un nombre infini de milices sur ses rives, lors même que notre gouvernement ne songe point & ne peut songer à les menacer. Que sera-ce, lorsqu'après avoir conquis la paix continentale, il pourra transporter sur nos côtes de l'Océan 150 mille de nos braves guerriers! Alors l'Angleterre, menacée dans ses propres foyers, sera dans des alarmes continuelles: alors cet amas immense de papiers dont le crédit repose moins encore sur l'heureux & savant artifice qui a su créer & conserver tant de richesses fictives, que sur l'opinion forcée que doit concevoir en leur faveur tout Anglais dévoué à l'honneur national, par la crainte de voir crouler les fortunes particulières sous les débris de la fortune publique; cette masse énorme de biens qui n'existent que par l'opinion, sera ébranlée dans tous ses fondemens & s'affaissera subitement sous le poids des terreurs générales, alors les dix milliards d'assignats anglais éprouveront le même sort que les quarante-cinq milliards assignats du comité de salut public. Bientôt l'état n'aura plus aucun moyen de solder son armée navale, ses troupes de ligne, ses milices; & dans le bouleversement général de la fortune publique & particulière, les Anglais seront trop heureux de prévenir l'invasion de leur territoire par le sacrifice des richesses commerciales que notre gouvernement mettra en réquisition dans ses ports.

Deux ans tout au plus de démonstrations hostiles de la part de la France, amèneront inévitablement ce résultat. C'est alors que l'on verra quel immense intervalle sépare la fortune territoriale de la France & la fortune commerciale de l'Angleterre: l'une attaquée réellement & à l'improviste par les forces réunies d'une grande partie de l'Europe, aura repoussé ses ennemis & reculé ses frontières; l'autre succombera sous ses préparatifs de défense à la vue seule des préparatifs menaçans de la France.

Un état si voisin d'une situation aussi désastreuse, est-il dans le cas de prendre avec nous le ton impérieux qu'on lui prête dans les gazettes? Et à quoi est-il tenu que le désastre de l'Angleterre se soit déjà réalisé par l'invasion de ses possessions dans l'Inde? Personne ne doute aujourd'hui que si le directoire avoit eu la précaution de faire arriver une escadre française au détroit de Babelmandel, en même tems que l'armée d'Orient débarqua en Egypte, Bonaparte n'eût pu tenter avec succès la conquête des Indes orientales, avant la chute de Tipou-Saïb; & l'on sait quelle terreur a produit en Angleterre la seule vérité présumée de cet événement.

On ne sauroit nier que la Grande-Bretagne ne soit en ce moment dans un état de choses tellement forcé, tellement disproportionné avec ses moyens, qu'il lui seroit impossible de s'y maintenir plus de trois ou quatre ans, sans éprouver quelque terrible catastrophe; & la paix continentale abrégera ce terme de moitié.

Bourse du 4 brumaire.

Rente provisoire, 23 fr. 20 c. — Tiers consol., 36 fr. 50 c. — Bons $\frac{2}{3}$, 1 fr. 69 c. — Bons d'arrérage, 87 fr. 25 c. — Bons pour l'an 8, 92 fr. 25 cent. — Syndicat, 00 fr. 00 cent. — Coupures, 80 fr. 00 cent.

Nella, ou la *Carinthienne*, par madame S. M. L.; 3 vol. Prix, 5 fr. A Paris, chez l'auteur, rue du Théâtre-Français, n°. 6.

Ce roman a de l'intérêt; le principal caractère est tracé avec talent, les événemens n'y sont pas entassés avec profusion; mais ils sont soutenus avec art la curiosité jusqu'au dénouement. Cet ouvrage est le coup d'essai d'une étrangère; on s'en apercevra à quelques négligences de style, qu'une plus grande habitude d'écrire lui fera aisément corriger.

Voyage en Suisse et en Italie, fait avec l'armée de réserve, par V. D. M., auteur de *L'Anglais Cosmopolite*. A Paris, chez Moutardier, quai des Augustins.

On reconnoit dans cet ouvrage l'auteur des nombreuses allusions qu'on trouve dans *L'Anglais Cosmopolite*, & en particulier de la *Dissertation sur les cheminées qui fument*.

Discours sur cette question: « Quels sont les moyens de prévenir les délits dans la société? » par le citoyen Mornet, professeur de belles-lettres à l'école centrale de l'Ain. A Paris, chez Charles Pougens, quai Voltaire, n°. 10.